J'aimerais que le ministre étudie la chose. Un autre moyen consisterait à adopter la motion présentée par le député de Kamloops. Je regrette, mais je ne crois pas avoir d'exemplaires d'un amendement...

M. Douglas: Prenez garde. Il va vous faire payer des honoraires d'avocat.

M. McCleave: ... mais l'amendement cherche à modifier l'article 2d.

Je propose, monsieur le président:

Que l'alinéa d de l'article 2 du bill n° C-227 soit modifié par l'insertion des mots «ou qu'autorisent» après le mot «rendent» à la ligne 19 de l'alinéa.

Je m'excuse auprès du comité de n'avoir pas d'exemplaires anglais et français de l'amendement.

• (4.20 p.m.)

M. le président suppléant: Avant de statuer sur la recevabilité de l'amendement, j'aimerais le lire au comité. Le député d'Halifax (M. McCleave) propose:

«que l'alinéa d de l'article 2 du bill C-227 soit modifié par l'insertion des mots «ou qu'autorisent» après le mot «rendent» à la ligne 19 de l'alinéa.»

L'hon. M. MacEachen: Monsieur le président, je proteste contre la forme de l'amendement mais je le ferais très énergiquement si le comité en était saisi; je vais plutôt reprendre ma thèse d'hier, au sujet de l'amendement proposé par le député de Kamloops. Cet amendement visait à ajouter après les mots «médecins» à la ligne 19 les mots suivants: «ou qui sont rendus sur les conseils ou avec le consentement de ceux-ci».

Cet amendement visait à étendre la portée du bill aux membres des autres professions médicales; à cette fin, on voulait ajouter les mots: «sur les conseils ou avec le consentement». L'amendement du député senior d'Halifax, vise exactement la même chose, quoiqu'il s'y prenne autrement, en demandant d'ajouter les mots «ou qu'autorisent» au lieu de «sur les conseils ou avec le consentement des médecins».

Les conséquences sont les mêmes que celles des trois amendements précédents: la portée du projet de loi dépasserait les termes de la résolution et toutes les autres professions seraient incluses. Mais, si souhaitable que cela puisse être pour l'avenir, ce n'est ni autorisé ni prévu dans la résolution.

M. McCleave: Monsieur le président, puis-je commenter mon propre amendement? Je signalerai qu'il y a de légères différences entre mon amendement et celui du député de Kamloops. Par exemple, dans le sien, on

[M. McCleave.]

trouve l'expression: «avec le consentement des médecins». Or, mon amendement dit: «ou autorisés par les médecins». Je crois que la bonne interprétation à lui donner est celle que j'ai exposée plus tôt dans mon discours au comité. Il arrive, ai-je dit, qu'un malade s'adresse à un praticien et que ce dernier le renvoie à un spécialiste qui pourra lui donner de meilleurs soins.

Personne n'a conclu, à mon avis, que ceci entraînerait des déboursés plus considérables de deniers publics. Ce sont tout simplement les personnes les plus compétentes qui donneront les services requis. Dans certains cas, les soins coûteront un ou deux dollars de plus; parfois, ils coûteront cinq ou dix dollars de moins. Par exemple, une personne s'adresse à un ophtalmologiste ou à un oculiste et on lui recommande d'aller voir un optométriste. Ou encore elle va chez le médecin qui la renvoie à un chiropracteur. En pareil cas, personne ne saurait soutenir qu'il en coûtera plus cher au trésor public.

Ce que je veux dire—et on aurait pu le dire à propos de tous les amendements précédents—c'est que le ministre a tort de prétendre que l'on essaie de dépenser les deniers publics. C'est faux. Nous voulons offrir les meilleurs soins médicaux à quelque niveau que ce soit. C'est la thèse que soutiennent plus de 100 députés de ce côté-ci de la Chambre. C'est notre objectif principal. Monsieur le président, ni le ministre ni moi ne pouvons vous dire à \$100,000 près si le trésor gagnera ou perdra une certaine somme d'argent. Personne ne peut le dire.

De ce côté-ci de la Chambre, nous disons simplement, et en nous y prenant de notre mieux—mais nous ne semblons pas réussir à cause de ces règlements qui nous viennent du temps de Georges 1^{er} ou même avant—qu'il y a une autre façon de considérer la question de l'assurance frais médicaux. Cette autre façon n'entraîne peut-être pas de plus grandes dépenses de fonds publics mais plutôt le contraire. Elle permettra sûrement d'offrir de meilleurs soins médicaux aux Canadiens. Voilà ce que j'avance pour essayer de prouver que mon amendement est recevable.

M. Winkler: Puis-je poser une question à l'honorable représentant? Serait-il possible que les honoraires des effectifs paramédicaux soient inférieurs à ceux des médecins dans nombre de cas?

M. McCleave: Évidemment. Je le dis pour la centième fois cet après-midi.

M. Douglas: Monsieur le président, je ne veux pas parler de la proposition d'amendement ou du rappel au Règlement concernant